

« Non, il n'y a pas de crise de la démocratie »

Montée des populismes, protestation des gilets jaunes... Autant d'indices d'une démocratie en souffrance. « Le Soir » a demandé leur avis à quatre politologues.

Ces derniers mois, voire ces dernières années, de nombreux événements ont donné à penser que la démocratie est en souffrance. Le Brexit, l'élection de Donald Trump ou encore les gilets jaunes sont venus secouer nos systèmes politiques.

Le Soir a demandé l'avis de quatre politologues : Kris Deschouwer (VUB), Emilie Van Haute (ULB), Stefaan Walgrave (Anvers) et Pierre Bauwens (UCLouvain). Aucun d'entre eux ne se risque à parler de « crise de la démocratie ».

L'expert de la VUB estime que « le mot *crise* est trop fort pour qualifier des discussions qui accompagnent depuis toujours le fonctionnement de la démocratie. Si la démocratie était limitée aux élections et au gouvernement, ce serait très pauvre. Regardez comment s'expriment les citoyens sur les

réseaux, dans la rue ». Pour son confrère d'Anvers, « d'autres indicateurs prouvent une crise de la représentativité : c'est la volatilité de l'électorat, l'abstention, le sentiment anti-establishment ».

Selon Emilie Van Haute (ULB), les électeurs expriment en effet un fort mécontentement envers les acteurs politiques, les partis, les représentants. « Les citoyens ont d'autres attentes à l'égard du système politique, ils ont fait plus d'études, sont plus critiques. »

Mais il ne faut pas avoir peur, conclut Kris Deschouwer : « La population a un jour exigé le droit de vote et ça a changé la façon dont on fonctionne. Le système électoral n'était à l'origine pas conçu pour engager toute la population, seulement 1 à 2 % devait participer. L'évolution continue. »

P. 4 NOTRE DOSSIER

Trois idées

Interrogés, les politologues ont émis trois constats originaux ou inattendus sur le fonctionnement de la démocratie belge. Selon eux, contrairement à une idée répandue, l'influence des partis sur la représentativité des élus est loin d'être négative. Sur la question du vote obligatoire, ils en soulignent les vertus : « Aucune forme de participation n'arrive à sa cheville. » Ils se sont aussi intéressés aux instances de participation, comme les assemblées citoyennes, souvent accusées de trop peu fédérer. « Une rémunération, un congé, une mise en disponibilité » pour exercer son devoir citoyen font partie, selon eux, des pistes pour davantage de participation.

« Il faut encourager les citoyens à participer à la vie politique »

Pour inciter les citoyens à s'impliquer, quatre politologues réunis par le Soir proposent de leur octroyer des congés, des rémunérations, de l'encadrement.

Emilie Van Haute (ULB)



Chargée de cours à l'ULB, Emilie Van Haute en préside le département de sciences politiques. Elle est par ailleurs membre du Cevipol et participe à de nombreux projets de recherche.

Kris Deschouwer (VUB)



Kris Deschouwer est professeur émérite de sciences politiques à la VUB. Durant sa carrière, il s'est notamment intéressé aux partis politiques, aux élections et à la représentation politique.

Stefaan Walgrave (Anvers)



Stefaan Walgrave est professeur de sciences politiques à l'Université d'Anvers (UA). Il a acquis une renommée dans l'analyse des élections et des comportements électoraux.

Pierre Baudewyns (UCLouvain)



Pierre Baudewyns est diplômé en histoire et en sciences politiques de l'Université catholique de Louvain. Il y est professeur et enseigne la science politique et la sociologie politique.

**BERNARD DEMONTY
VÉRONIQUE LAMQUIN**

Avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, le Brexit, la montée des populismes ou les protestations des gilets jaunes, la démocratie serait en crise. Un groupe de politologues de la VUB, Louvain-la-Neuve, de l'ULB et d'Anvers se penchent actuellement sur ces ardues questions.

Nous avons rencontré Kris Deschouwer (VUB), Emilie Van Haute (ULB), Stefaan Walgrave (Anvers) et Pierre Baudewyns (UCLouvain). Et, surprise : quand on interroge nos quatre experts, de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie, ils ne considèrent pas qu'il y a une crise de la démocratie. « Non », dit Kris Deschouwer (VUB). « Le mot *crise* est trop fort pour qualifier des discussions qui accompagnent depuis toujours le fonctionnement de la démocratie. Quand on parle de crise de la démocratie, on a tendance à regarder la participation aux élections, la fragmentation politique, la difficulté à former des coalitions gouvernementales. Mais si la démocratie était limitée aux élections et au gouvernement, ce serait très pauvre. Il y a beaucoup plus que cela, et depuis toujours. Regardez comment s'expriment les citoyens sur les réseaux, dans la rue : les composantes libérales de la démocratie sont en parfaite santé. »

« Des citoyens insatisfaits de leurs élus »

Stefaan Walgrave abonde. « Il y a des indicateurs qui tendent à montrer qu'il n'y a pas de crise, pas plus, en tout cas, qu'il y a trente ans. Mais il y a d'autres indicateurs qui prouvent qu'il y a une crise de la représentativité en démocratie : c'est la volatilité de l'électorat, l'abstention, le sentiment anti-establishment. » Kris Deschouwer : « En réalité, les citoyens se sont mis à choisir et là, ça coïncide un peu. Le système est moins capable de répondre à des citoyens qui bougent, qui parlent, qui participent, qui sont prêts à partir et choisir d'autres partis. »

Pour Emilie Van Haute (ULB), « ce n'est pas l'expression des idées qui est en cause, les idées des électeurs sont défendues et exprimées dans les parlements. Le problème, c'est plutôt d'avoir des électeurs qui soient satisfaits des acteurs politiques, des partis, des représentants ». Et pourtant, pour Stefaan Walgrave, les responsables politiques réagissent bel et bien à ce que veulent les citoyens. « On constate partout une adaptation des politiques à l'évolution de l'opinion publique. Exemple : nos politiques migratoires se droitissent, c'est une réponse, la population a pris un "punitive turn" très clair. Quand on regarde la santé démocratique, il n'y a pas de problème : le système est clairement "responsif". Les politiques sont obsédés par l'opinion publique. Le changement se situe en fait surtout au niveau des citoyens, ils ont d'autres attentes à l'égard du système politique, ils ont fait plus d'études, sont plus critiques. La variable qui a changé, ce sont les citoyens, pas le système politique. Ce qui ne veut pas dire que le citoyen est responsable de la crise. »

« Du dialogue, entre deux scrutins »

Alors comment satisfaire ce citoyen plus exigeant ? La recherche de solutions actuellement à l'œuvre passe par des mécanismes permettant à l'électeur de s'impliquer davantage dans le processus politique. Mais ce citoyen critique est-il vraiment prêt à s'engager ? « Oui », répond Pierre Baudewyns, « le citoyen intéressé est là. Mais l'intérêt politique varie en fonction des individus selon une série de facteurs : l'âge, les expériences de la vie... qui font qu'à un moment un citoyen peut s'intéresser à la politique. » Mais la participation peut prendre d'autres formes. « Aujourd'hui, on a des formes de participation politique plus variées. Je pense par exemple aux réseaux sociaux. Les gilets jaunes, c'est aussi une forme de participation poli-

tique, les manif pour le climat aussi. La question est de voir pourquoi c'est conjoncturel dans certains cas, structurel dans d'autres. »

Faut-il dès lors remplacer la démocratie représentative par la démocratie participative ? « On ne peut pas changer le modèle d'un jour à l'autre », dit Kris Deschouwer. « Et je ne vois par ailleurs pas aujourd'hui d'alternative à la démocratie électorale, représentative. En votant, tout le monde a une voix égale. C'est important. Mais le résultat des élections ne suffit pas, il suffit moins qu'auparavant. Ce qui est important, c'est de pouvoir développer entre les élections une série de mécanismes de dialogue pour garder le contact, la réponse, entre hommes et femmes politiques et le citoyen. »

« La participation, ce n'est pas une mode »

Mais quand on réfléchit à la mise en place de référendums, d'assemblées tirées au sort, de budget participatif, on arrive au niveau local sous prétexte qu'à l'échelon régional et surtout fédéral, ce serait compliqué. Justifié comme raisonnement ? « C'est parce que c'est nouveau et qu'on ne connaît pas ! », dit Kris Deschouwer. « Commencer par les communes, c'est débiter par le plus facile. » Stefaan Walgrave : « Et surtout là où c'est le moins utile. L'insatisfaction à l'égard de la politique est bien plus grande à l'échelle fédérale que communale. » Kris Deschouwer : « L'Islande s'est donné une nouvelle Constitution en partant d'un panel citoyen. L'Irlande a appliqué cette formule pour la législation sur l'avortement. On peut le faire. Il faut le courage d'au moins l'essayer. La participation, il ne faut pas la faire sur tout, mais sur quelques thèmes importants, en rassemblant des citoyens. » A qui on délègue le pouvoir ? « Je ne sais pas s'il faut vraiment les laisser décider », dit Kris Deschouwer. « Les groupes tirés au sort sont représentatifs mais n'ont pas l'autorisation de décider.



Les élections donnent cette autorisation. Mais on peut toujours demander à un parlement ou un référendum d'entériner la proposition qui sort d'un panel citoyen. »

Il ne faut pas avoir peur, conclut Kris Deschouwer : « La population a un jour exigé le droit de vote et ça a changé la façon dont on fonctionne. Le système électoral n'était à l'origine pas conçu pour engager toute la population, seulement 1 à 2 %. L'évolution continue. La participation n'est pas une mode, cela ne va pas passer. »

Pas plus de participation en Belgique qu'ailleurs

Et si, au fond, la participation nuisait à la représentativité ? Unanimité contre la thèse, autour de la table. Pour Kris Deschouwer, il faut d'abord s'entendre sur la définition du terme. « Il est un peu galvaudé aujourd'hui », explique le professeur émérite de la VUB. « Si l'on veut exprimer par là que les élections tournent autour des partis, que ce sont eux qui contrôlent leurs élus et forment les gouvernements, alors il n'y a que des participations sur Terre ! En revanche, on peut dire que la Belgique était auparavant une participation parce que l'administration était largement contrôlée par les partis. C'est de moins en moins le cas. »

Kris Deschouwer ne voit donc pas d'influence négative des partis sur la représentativité des élus. Au contraire : « Leur rôle dans la démocratie représentative est positif, ce sont eux qui rendent le dialogue possible. Mais, vu leur position centrale, ils sont très vulnérables : chez nous, si on n'est pas satisfaits de la politique, cela se retourne contre les partis. Mais, je le répète, la Belgique n'est pas un Etat plus participatif que les autres. »

Reste que les élus suivent la discipline dictée par leur formation politique. « Oui, comme partout », souligne Kris Deschouwer. « Généralement, on suit non parce qu'on est obligé, mais parce qu'on est d'accord. D'autant que chaque élu peut s'exprimer au sein de son parti. » Emilie Van Haute voit par ailleurs un avantage pratique aux partis. « Si la décision collective était atomisée, ce serait extrêmement complexe. Et croire que tout peut fonctionner par la main invisible du marché électoral, je n'y crois pas. » B.DY ET V.L.A.

Le vote obligatoire, le plus représentatif

Si les quatre politologues plaident tous pour la démocratie participative, à inventer complémentément à la démocratie participative, ils ne manquent pas de rappeler les vertus du vote. « Cela reste la forme de participation citoyenne la plus structurelle, la plus reconnue », souligne Kris Deschouwer. « Et la plus représentative », ajoute Stefaan Walgrave. « De très loin. Surtout avec un système de vote obligatoire, comme chez nous. En termes de représentativité, aucune forme de participation n'arrive à la cheville du vote obligatoire. » « Si, le tirage au sort », rétorque son collègue de la VUB.

On relance sur l'obligation de vote, plutôt l'exception en Europe, qui serait donc un atout selon nos experts ? C'est oui, sans hésiter une seconde, pour Kris Deschouwer et Emilie Van Haute. « Qu'observe-t-on dans les pays où la participation électorale est faible ? Une mauvaise représentation du peuple. C'est l'exemple des Etats-Unis où seule une partie de la population est représentée. » B.DY ET V.L.A.

EN CAMPAGNE

Le Pen appelle à voter Belang

Marine Le Pen faisait étape à Bruxelles dimanche. La présidente du Rassemblement national a appelé les francophones à voter pour son allié européen : le Vlaams Belang. Etonnant, sauf quand on se rappelle que la tête de liste bruxelloise du VB est un francophone et que le parti d'extrême droite a déposé des listes en Wallonie. M.BMÉ

Borsus écolo mais pas trop

Le ministre-président wallon, Willy Borsus (MR), était sur RTL dimanche. Lorsqu'il a dû classer sur un podium deux PS et deux Ecolo, il a laissé Paul Magnette (PS), au tapis. Argument : « Son message s'est radicalisé. Il n'exclut pas une alliance avec le PTB. » Pour garder l'Elysette, les bleus savent qu'ils auront besoin des verts. Cela peut expliquer ce soutien à la TVA à 0 % sur les produits bios, une proposition d'Ecolo. Au passage, Willy Borsus a su éviter le piège du « Combien ça coûte un poulet bio ? », tendu par Pascal Vrebos. « Je dirais 13-14 euros pour un poulet biomachin (sic). » Bonne réponse, du moins en supermarché. On n'ira

pas jusqu'à lui proposer un joint pour digérer. Malgré l'enquête du *Soir* qui démontre que la Belgique a intérêt à revoir la législation en la matière, Borsus a rappelé qu'il était « contre la dépénalisation ». « La Région wallonne qui produirait du cannabis ? Où va-t-on ? J'ai dû me pincer pour voir si c'était vrai ! » D'ailleurs, la relation avec Ecolo est loin d'être *peace and love*. Willy Borsus a tiré deux coups : « Les gens doivent savoir qu'Ecolo proposent le relèvement du revenu cadastral pour la plupart des maisons et appartements. » Deux : « Voter Ecolo, c'est accepter de nouvelles migrations sur notre territoire. » M.BMÉ

Olivier Maingain tire sur tout le monde

Défi tenait un congrès à Namur ce dimanche afin de rappeler ses ambitions wallonnes malgré des sondages qui le placent toujours sous les 5 % nécessaires pour être représenté au Parlement. Après avoir dénoncé « une des pires législatures depuis que la Belgique est un Etat fédéral », Olivier Maingain a taclé tous ses concurrents. Du « projet économique des années 70 » du MR au « retour au PS de vieux démons collectivistes ». Sans oublier le CDH « qui à chaque campagne nous re parle de sa famille modèle alors qu'elle l'est de moins en moins » et Ecolo dont certains choix socio-économiques ont « parfois ce petit parfum d'un PTBisme inavoué ». M.BMÉ



Olivier Maingain (Défi) à Namur. © BELGA

Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

« En votant, tout le monde a une voix égale », explique Kris Deschouwer. « C'est très important. Mais le résultat des élections ne suffit pas, il suffit moins qu'auparavant. » © PIERRE-YVES THIENPONT.

Incitants pour le citoyen

L'argument est connu : la participation citoyenne prouverait très vite ses limites en ne mobilisant qu'une partie des citoyens, toujours les mêmes. « On sait que tout le monde n'est pas égal devant la participation citoyenne », reconnaît Emilie Van Haute. « De là à dire qu'on ne va pas organiser de mécanisme participatif parce que tout le monde ne vient pas, ça ne va pas... Il faut mettre en place les conditions qui permettent à chacun de participer de manière égale. »

Des exemples ? « Tout le monde ne peut pas dédier un week-end pour participer à un conseil consultatif ou à un budget participatif. Il faut réfléchir à des formules qui encouragent les citoyens. » Et de suggérer quelques pistes : « Une rémunération, un congé, une mise en disponibilité. C'est la responsabilité des partis que de mettre en place les conditions pour pouvoir atteindre l'objectif. » B.DY. ET V.LA.